
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 07/12/2017 au 13/12/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

La ronde de renégociation technique de l'ALENA, dite ronde 5.5, qui se tient du 9 au 22 décembre 2017, devrait porter principalement sur le secteur automobile, élément jusqu'alors des plus sensibles de la renégociation de l'ALENA. Cela s'inscrit dans le contexte de l'annonce par le Ministre de l'Economie mexicain d'une contreproposition de son gouvernement aux demandes états-uniennes sur les règles d'origines. Des avancées sont attendues sur plusieurs thèmes : anticorruption, commerce électronique, télécommunications ou encore barrières techniques au commerce. Les questions agricoles demeurent délicates : lors de ce round, les Etats-Unis ont demandé une protection spécifique pour 61 produits agricoles qu'ils échangent avec le Mexique parmi lesquels de nombreux fruits et légumes périssables. **Selon le président du Conseil National Agricole, Bosco de la Vega, la sixième ronde de négociation, qui se déroulera au Canada en janvier prochain, devrait être le point d'inflexion qui déterminera la fin ou la poursuite de l'ALENA.** La persistance de l'intransigeance de chacun des partenaires sur les thèmes agricoles, notamment la proposition américaine de quotas saisonniers, pourra déterminer l'issue de la prochaine ronde. Il souligne également l'importance de la diversification commerciale du Mexique, alors que sur 29 Mds USD d'exportations du secteur agricole mexicain réalisées en 2016, 24,9 Mds étaient destinées aux Etats-Unis.

Selon l'organisation américaine US Wheat Associates, les importations mexicaines de blé en provenance des Etats-Unis ont dépassé les 3 M de tonnes au cours de l'année commerciale 2016-2017, ce qui fait du Mexique la première destination des exportations de blé américain (devant le Japon et les Philippines). L'organisation a souligné que la fin de l'ALENA pourrait ainsi avoir un impact désastreux sur le secteur céréalier américain, car elle impliquerait une augmentation des barrières douanières sur ces produits et faciliterait la diversification des partenaires commerciaux du Mexique, qui a déjà conclu un achat de 30 000 tonnes de blé argentin.

Selon Nuno Mato, Directeur Général d'HSBC Mexique, l'économie mexicaine demeurerait compétitive et résiliente même en cas de fin de l'ALENA. Il souligne également que le Mexique était maintenant devenu le second pays le plus ouvert du monde, seulement dépassé par l'Allemagne, les flux commerciaux du pays représentant plus de 70% du PIB national mexicain.

Economie

La Banque centrale a procédé à un nouveau resserrement de la politique monétaire avec une augmentation de 25 pdb du taux directeur. Ce dernier s'élève désormais à 7,25%. Un membre du Conseil des Gouverneurs a voté pour l'augmentation du taux directeur de 50 pdb. Cette décision intervient au lendemain de la décision de la Réserve Fédérale américaine d'augmenter son taux directeur de 25 pdb à 1,25-1,5%. Lors de l'annonce de sa décision, la Banque centrale a notamment souligné les pressions inflationnistes qui se font plus complexes (l'inflation s'est de nouveau accélérée en novembre pour atteindre 6,63%) en raison des pressions sur les prix des biens agricoles et énergétiques (notamment du gaz LP) ainsi que de la dépréciation du peso. Ce dernier, qui s'était globalement apprécié entre janvier et septembre, est de nouveau fragilisé par le processus de renégociation de l'ALENA qui semble de plus en plus défavorable, les incertitudes entourant les élections à venir en 2018 au Mexique, ainsi que la normalisation de la politique monétaire de la Fed.

Dans son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018 », l'ONU prévoit une croissance de 2,4% pour le Mexique en 2018. L'organisation internationale estime que cette augmentation sera impulsée par une solide croissance américaine, ainsi que par le fort investissement effectué pour la reconstruction des dégâts liés aux deux

*Taux de change au 13 décembre 2017 : 1 USD = 19,14 MXN

séismes de septembre 2017. Le rapport précise également que la croissance mexicaine serait encore plus favorisée si l'issue de la renégociation de l'ALENA s'avérait favorable.

Selon l'INEGI, la production industrielle a enregistré une baisse annuelle de 1,1% au mois d'octobre 2017. Cette diminution a été liée à une forte baisse de la production minière (-10,3% g.a.), ainsi que des ralentissements dans le secteur de la construction (-1,6% g.a.) et dans les services d'énergie électrique, d'eau et de gaz (-3,2% g.a.). L'industrie manufacturière a toutefois enregistré une augmentation de 2,4% (g.a.).

En octobre 2017, le solde du crédit bancaire au secteur privé a augmenté de 12,5% (g.a.), soit un ralentissement de 2,9 pp par rapport à octobre 2016. En termes réels, il s'agit d'une augmentation de 5,8%. Ce résultat est dû au ralentissement de la croissance du crédit aux entreprises, qui s'est élevée à 15,8% (g.a.) en octobre (+8,9% réels) soit 2,5 pp de moins qu'en octobre 2016. Le crédit à la consommation a également ralenti avec une augmentation annuelle de 8,2% (g.a.), représentant une baisse de 4,8 pp par rapport à en octobre 2016.

Finances publiques

Entre janvier et octobre 2018, les dépenses courantes du gouvernement fédéral se sont élevées à 2,4 Mds de pesos, une réduction de 2,1% en termes réels par rapport à leur niveau en 2016.

Le nouveau Ministre des Finances et du Crédit Public mexicain, José Antonio Gonzalez Anya, a déclaré que malgré l'incertitude des marchés générée par la renégociation de l'ALENA et la réforme fiscale américaine, la situation macroéconomique du Mexique se montrait résiliente. Il a ainsi souligné l'importance de la continuité des politiques de redressement fiscal, la consolidation de la dette et la prudence des politiques financières ; et a mis en avant la stabilisation des réserves de la Banque centrale, ainsi que de l'excédent primaire prévu pour les années 2017 et 2018. Par ailleurs, il a annoncé que son ministère étudiait de près la réforme fiscale américaine afin d'assurer la persistance de la compétitivité du Mexique.

L'agence de notation Standards & Poor's a annoncé qu'elle maintiendrait la notation de la dette souveraine du Mexique à BBB+ avec perspective stable. L'agence estime que les perspectives de l'économie mexicaine demeureraient stables, en dépit des menaces autour des potentiels changements liés à la renégociation de l'ALENA, ainsi que des facteurs internes pouvant affecter le commerce et l'investissement étranger, comme l'incertitude entourant les élections de 2018 et une éventuelle victoire du candidat Andrés Manuel López Obrador.

L'Institut Mexicain de Sécurité Sociale prévoit d'augmenter ses recettes fiscales de 7,1%, soit au moins 300 Mds de pesos (15,7 Mds USD*). Le directeur général de l'IMSS, Tuffic Miguel Ortega, a ainsi informé que son objectif pour l'organisme était le maintien de la discipline financière, accompagnant le redressement fiscal entamé par l'actuelle administration.

Entreprises et grands contrats

Ford a annoncé le transfert de son usine de production de véhicules électriques à Cuautitlán, ville dans les environs de la capitale Mexico. Cet investissement, de 700 MUSD et représentant la création de 700 emplois environ, devait à l'origine être destiné à l'usine de Flat Rock, dans le Michigan. L'entreprise avait pourtant annulé un projet d'investissement de 1,6 Md USD à San Luis Potosi en début d'année, à la suite de l'élection de D. Trump. Ford a toutefois également annoncé un investissement de 900 MUSD pour son usine à Flat Rock, qui devrait permettre la création de 850 emplois.

Le Ministère de l'Energie mexicain a publié les premiers éléments concernant le premier appel d'offre ouvert au secteur privé pour un projet de lignes de transmissions électriques, dans lequel sera inclus le Système Interconnecté National de l'Etat de Basse-Californie, pour un investissement de 1,1 Md USD. Il s'agira d'une ligne de 1400 km de circuit reliant Mexicali, (Basse-Californie) à Hermosillo (Sonora), afin de connecter le système isolé de l'Etat de Basse-Californie au Système Interconnecté National.

*Taux de change au 13 décembre 2017 : 1 USD = 19,14 MXN

Le gouvernement mexicain recevra une subvention de 13,7 MUSD de la Banque Interaméricaine de Développement destinée à des projets situés dans les villes de Xalapa, La Paz et Campeche. Le don proviendra du Fond pour l'Environnement Mondial, et l'entité chargée de l'exécution du programme sera la Banque Nationale d'œuvres et Services Publics (Banobras). Parmi les actions du programme figurent le design, la construction et mise en marche d'un « biodigesteur », usine traitant la partie organique des résidus solides à Xalapa, ainsi que l'installation de centrales d'énergie solaire photovoltaïque à la Paz et du financement de l'assainissement de la baie de Campeche.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 13/12/2017
Bourse (IPC)	+2,78%	+3,00%	48 276,72
Risque pays (EMBI+Mx)	+1,61%	-18,88%	189
Taux de change USD/Peso	+1,32%	-5,52%	19,14
Taux de change Euro/Peso	+0,71%	+4,57%	22,47
Prix du baril de pétrole (USD)	+1,74%	+146,68%	52,74

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

En octobre 2017, l'activité économique du Costa Rica est toujours en ralentissement avec une croissance de 2,3% (-2 pp par rapport à octobre 2016) selon les données de la Banque centrale. Ce résultat est principalement le fait de la tempête tropicale Nate qui a affecté plusieurs secteurs de l'économie. Le secteur de l'hébergement enregistre un ralentissement important et passe d'une croissance de 3,4% en octobre 2016 à 0,8% en octobre 2017, tout comme l'agriculture qui passe de 3,3 à 2,9%. La croissance est également affectée par la contraction de la construction (-19,9% g.a.) et de l'activité minière (-0,5% g.a.).

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

En octobre, l'activité économique a enregistré une croissance de 2,8% (g.a.) selon les données de la Banque centrale, une accélération par rapport au mois d'octobre 2016 (1,7%). La croissance a été influencée positivement par les activités de transports, stockage et communications ; l'industrie manufacturière ; les services privés ; le commerce ; l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche.

En novembre, les revenus des transferts de migrants (remesas) se sont élevées à 646,3 MUSD, soit 7,7% de plus qu'en novembre 2016 (Banque centrale). Entre janvier et novembre, les remesas se sont élevées à 7,472 Mds USD, une hausse de 15% par rapport à la même période de l'année précédente.

L'inflation interannuelle s'est élevée à 4,7% en novembre selon l'Institut National de Statistiques. Elle est relativement stable par rapport à l'inflation enregistrée en novembre 2016 (4,97%). L'inflation a été tirée par l'augmentation des prix des aliments (+9,8% g.a.) et des transports (+4,52% g.a.). L'inflation mensuelle se situe à 0,86%.

Le budget 2018 (de 11,556 Mds USD) n'a pas été approuvé par le Congrès, situation imputable au manque de consensus général, notamment de la part de l'opposition qui estime que ce budget n'était pas viable dans le contexte d'une faible exécution budgétaire (79% en 2017) et que sa répartition favoriserait la corruption. L'action du

*Taux de change au 13 décembre 2017 : 1 USD = 19,14 MXN

gouvernement se centrera donc sur une répétition du budget 2017 qui s'élevait à 10,517 Mds USD. Il obligera les administrations publiques à réaménager leur programmation 2018, avec des risques de discontinuité de l'action de l'Etat.

Le recouvrement fiscal augmente de 5,36% au cours des 11 premiers mois de l'année : les recettes fiscales ont été de 6,746 Mds USD (contre 6,402 Mds USD en 2016). La nouvelle direction de l'administration fiscale (SAT), mise en place à l'arrivée du Président Jimmy Morales, souhaite élever la charge fiscale à 13-14% du PIB. En 2016, celle-ci était de 10,2% au Guatemala contre plus de 45% en France. Début 2017, la SAT s'était fixé un objectif de 7,899 Mds USD sur l'ensemble de l'année.

Le Guatemala lance un appel d'offre pour le Port de Puerto Barrios, situé sur la façade caraïbe du pays. L'objectif est de trouver un service de barrières de séparation et d'extraction de marchandises pour les bateaux. L'appel d'offre est lancé par l'Entreprise Portuaire Nationale Santo et sera ouvert jusqu'au 5 février 2018.

Le groupe mexicain Griver investit 12 MUSD dans l'ouverture d'une nouvelle route maritime entre le terminal de Puerto Barrios (situé à Izabal) et Puerto Morelos (Cancun). La route maritime sera inaugurée au premier trimestre 2018, avec pour commencer un service A/R d'un bateau de 50 conteneurs par semaine. L'opération permettra principalement l'acheminement de marchandises agricoles du Guatemala au Mexique via la côte Atlantique. Il est prévu que ce projet de 12 MUSD soit complété par 18 MUSD de nouveaux investissements au cours des 5 prochaines années.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

L'activité en bourse a crû de 11% (g.a.) sur la période janvier-novembre 2017. Les transactions boursières ont atteint une valeur de 1,562 Md USD, impulsé par les émissions de la Banque centrale et du secteur public selon le directeur de la Bourse nicaraguayenne. Sur la période, le secteur privé a représenté 4,5% des opérations, contre 3,68% sur la même période de l'année précédente.

En novembre l'inflation interannuelle a atteint 5,35% selon la Banque centrale. L'inflation cumulée s'est élevée à 4,51% ; l'inflation mensuelle s'est pour sa part élevée à 1,21%, contre 0,27% en novembre 2016, en raison de l'augmentation des prix des boissons et aliments non alcoolisés (+2,65% g.m.) et des transports (+1,37% g.m.).

Les exportations du Nicaragua ont augmenté de 9,1% au premier semestre 2017 d'après un rapport de la BID. Ce dernier souligne que le Nicaragua a été l'acteur de la région dont les exportations de services ont le plus augmenté (+18,1%), suivi par le Costa Rica (+4,3%) et le Salvador (+0,4%). Les principaux services exportés sont les télécommunications, les outils informatiques, les assurances, les prestations de consulting, les services financiers et culturels. L'Amérique centrale maintient une croissance dynamique dans l'exportation de services avec 6,9% en 2017 et des prévisions de 9,9% pour 2018.

Le secteur nicaraguayen des zones franches est affecté par la crise politique du Honduras : en effet, 90% de la marchandise provenant des zones franches du pays était jusqu'alors acheminée à l'export via Puerto Cortes. Suite à la crise hondurienne, l'envoi de conteneurs a dû être effectué via Puerto Limon (Costa Rica), entraînant des surcoûts allant de 100 à 200 USD par conteneur.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

La croissance économique pourrait n'être que de 2 à 2,3% en 2017 selon le FUNDE (Fondation Nationale pour le Développement). Le rapport de la Fondation souligne toutefois la récupération des exportations (qui n'atteignent toutefois toujours pas leur niveau d'avant-crise économique de 2009), ainsi que la maîtrise de l'inflation, qui s'est élevée à 1,43% en octobre. Les finances publiques demeurent néanmoins fragiles et présentent un faible niveau de liquidité, ce qui se traduit par un ralentissement de la dépense publique.

Le Salvador est le pays d'Amérique centrale qui profite le moins de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne selon une récente étude du SIECA (Secretaría de Integración Económica Centroamericana). En 2016, la région a exporté 3,875 MUSD vers l'UE : le Costa Rica est le pays de la région exportant le plus vers l'UE (43% du total), suivi par le Honduras (19%), le Guatemala (17%), le Panama (11%) et le Nicaragua (6%). Le Salvador

*Taux de change au 13 décembre 2017 : 1 USD = 19,14 MXN

se place en dernière position avec 4% des exportations régionales vers l'UE. Les principaux produits exportés depuis le Salvador ont été le café, le thon, le sucre et ses dérivés ou encore les huiles végétales.

La franchise française Jennyfer été lancée au Salvador : avec plus de 800 boutiques dans le monde, l'enseigne tente de renforcer sa présence en Amérique centrale (trois boutiques de la marque sont déjà ouvertes au Guatemala). L'Amérique centrale compte 350 marques franchisées, dont près de 300 au Guatemala. Ce système a permis un fort développement de la présence française dans la zone (Habitat, Roche Bobois, l'Occitane, Celio, Naf-Naf, Sergent Major, Pimkie ou encore Devred.

Panama

2016 – PIB : 55,19 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Six nouvelles entreprises établiront leur siège régional à Panama, sous les conditions du régime du Siège d'entreprise multinationale (SEM), générant ainsi un investissement de 4 M USD (la première année) et la création de près de 200 emplois. Ces 6 nouvelles implantations (Athens PVT, Grupo Elite Flower, Svitzer, GmbH & Co, Ernst & Young et Groupe Roble) portent à 19 le nombre d'entreprises internationales ayant choisi le Panama comme siège de leurs opérations régionales en 2017. En 10 ans, les entreprises SEM ont investi près de 1 Md USD au Panama et ont généré plus de 6 000 emplois. Cela reflète, entre autres, les avantages de Panama comme hub maritime et aérien de la région, sa stabilité économique, sa solidité bancaire, la sécurité juridique et les services logistiques.

Le Gafilat maintient le Panama sous surveillance. Dans le cadre du IVe cycle d'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière de l'Amérique latine, le processus d'évaluation était divisé en deux domaines : le respect du régime juridique et le respect de l'efficacité dans les recommandations réglementaires pour la prévention du blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Sur le premier point, le pays présente des améliorations par rapport à la dernière évaluation réalisée par le FMI en 2012. En revanche, dans le domaine de la conformité à l'efficacité réglementaire, le Panama, comme tous les pays d'Amérique latine qui ont été évalués, poursuit un processus de suivi avec la surveillance par le Gafilat. Selon le ministère de l'Economie et des finances, le Panama a démontré son engagement à adopter et respecter les normes internationales et continuera de travailler pour combler les lacunes qui existent selon les critères de la communauté internationale. La présidence de Gafilat sera assumée par le Panama début 2018.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Durant l'exercice 2016-2017, Haïti a transféré plus de 250 MUSD au reste du monde. La Banque centrale indique que ces transferts de fonds incluent pour une bonne part le financement des études supérieures et techniques à l'étranger des jeunes haïtiens. Ce montant représente 12,5% du budget national et plus de 8 fois l'investissement réalisé pour la mise en place de l'université de Limonade dans le Nord du pays. Par ailleurs, Haïti a reçu 2,4 Mds USD de transferts de fonds en 2017, soit 31,2% de son PIB.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

La Banque Centrale annonce que l'inflation pour le mois de novembre est de 0,76%, soit une inflation cumulée de 3,2% depuis janvier. L'inflation interannuelle a atteint l'objectif de 4% ($\pm 1\%$) du Programme monétaire de 2017 avec 4,14%. Le transport, les aliments et boissons, le logement représentent 92,8% de l'inflation du mois de novembre. 1/3 de l'inflation mensuelle est due à la hausse des prix des carburants.

La croissance économique devrait avoisiner les 5% fin 2017 selon la Banque centrale, malgré les événements climatiques qui ont affecté la République Dominicaine. En août 2017, la croissance s'est élevée à 5,1% (g.a.) et la croissance accumulée sur la période janvier-août a ainsi atteint 4%. Les activités ayant le plus contribué à la croissance sur cette période sont le tourisme et la restauration (+7,5% g.a.), l'agriculture (+6,4% g.a.), les zones franches (+5,7% g.a.) et les services financiers (+5,5% g.a.).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 13 décembre 2017 : 1 USD = 19,14 MXN